

un certain point. Je soutiens que cette méfiance est, à vrai dire, bien fondée, pour peu que l'on songe aux sarcasmes dont on a accablé le parti auquel j'appartiens, lorsque mon honorable ami d'Essex-Est (M. Martin) a proposé des mesures semblables à celle-ci il y a quelques années. Je soutiens que cette méfiance est bien fondée, pour peu que l'on se souvienne que toutes propositions venant de ce parti-ci, ou de tout autre parti, ont été méprisées par les honorables vis-à-vis, qui les ont considérées comme une tentative visant à saisir le pouvoir pour régner en bureaucrates et pour fouler aux pieds les droits des citoyens. Or voici que le gouvernement s'apprête à créer un office de plus, un office qui n'effectuera apparemment aucune planification, s'il faut en croire ce que l'honorable secrétaire parlementaire nous a dit ce soir. Y a-t-il lieu de s'étonner si la population canadienne se montre si méfiante quand le gouvernement décide maintenant d'adopter lui-même de telles mesures?

Le gouvernement doit croire, vu le niveau du chômage qui règne actuellement dans le pays, que cet office apportera la solution. Eh bien, si cet office échoue, si c'est simplement un autre trompe-l'œil, un autre truc, je crains que la population du Canada ne l'oublie pas facilement. Ils ne se laisseront pas leurrer une autre fois. On leur a fait le coup de «la vision du Nord» et de toutes ces inepties. On leur a dit que ce gouvernement viendrait à bout du chômage et ils se sont rendu compte que c'était un autre attrape-nigaud qui n'avait aucun sens.

Il est une autre chose dont beaucoup s'inquiètent: la similitude des mots employés par le ministre des Finances (M. Nowlan), lorsqu'il a présenté ce bill, avec ceux employés par le ministre du Commerce (M. Hees), lorsqu'il a présenté le bill instituant le conseil national de la productivité, il y a environ deux ans. J'ai bien peur qu'il ne s'agisse que d'un autre conseil, qui, peut-être, chevauche les fonctions du conseil national de la productivité, précisément au moment où ce dernier commence à être utile. Si tel est le cas, et si le gouvernement ne s'est pas sérieusement préoccupé d'établir une ligne de démarcation nette entre les attributions des deux organismes, cette initiative se révélera un autre fiasco. L'institution d'un second conseil porterait atteinte à l'utilité de l'un des deux. Si tel est le cas, les éminents citoyens qui constituent actuellement le conseil de la productivité vont donner leur démission. Si cela arrivait, et si tout devait s'effondrer en un affreux fiasco, combien de temps s'écoulerait-il avant que d'autres citoyens ayant le sens de leurs responsabilités viennent former un

autre conseil institué pour définir une ligne de conduite et sortir ce pays du chaos?

Le gouvernement ferait mieux de songer à ce double emploi. Le ministre des Finances devrait être forcé de dire au comité quels sont exactement les programmes que le gouvernement a élaborés afin de s'assurer que les fonctions des deux conseils ne chevaucheront pas. Comme le proposait le *Globe and Mail* récemment, je propose que le gouvernement songe à la possibilité de fusionner ces deux conseils. Personne ici ne conteste la nécessité d'un Office national d'expansion économique mais en même temps personne ne veut qu'ils fassent double emploi car alors ni l'un ni l'autre ne pourrait fonctionner efficacement. Après avoir examiné la similitude de mandat et de constitution des deux offices, le gouvernement devrait nous dire ce qu'il compte faire pour s'assurer que le moral des deux organismes ne sera pas absolument écrasé dès le début. Le gouvernement a dû lire le rapport annuel du Conseil national de la productivité. Dans ce document, le Conseil déclarait qu'il ne pouvait remplir convenablement ses fonctions, à moins que ses pouvoirs ne soient élargis. Le Conseil a en outre déclaré qu'il entendait, au cours de la prochaine année financière, examiner l'ensemble de la politique fiscale et formuler des recommandations à cet égard. On peut trouver cette déclaration dans le rapport annuel du Conseil. Alors, si le gouvernement entend permettre à ces organismes de fonctionner comme il faut, il doit s'interroger là-dessus et se préparer à répondre aux questions que nous lui poserons à ce sujet lors de l'étude de la mesure au comité.

J'aimerais parler maintenant de la façon dont le ministre des Finances s'est exprimé en présentant le bill. Il a parlé, tout comme le préopinant, des nombreux et excellents programmes mis sur pied par le gouvernement au cours des dernières années. Comme il en parlait en termes fort éloquents, nous nous sommes demandé si le gouvernement croyait sincèrement à la nécessité d'un tel office. En ce cas, je demanderais pourquoi le gouvernement l'a recommandé si ce n'est que pour tromper le public.

Le ministre a parlé de ces programmes. A mon avis, et la chose ne fait aucun doute pas plus pour les Canadiens que pour moi, nous avons grandement besoin d'un office qui pourrait recommander au présent gouvernement, ou à tout autre gouvernement, d'adopter certaines lignes de conduite. Cela devient très clair quand on considère la politique d'argent cher et de ses répercussions sur la productivité, de la régression économique dans notre pays, du ralentissement dans les investissements, du grave déséquilibre des paiements—près d'un milliard par année—du nombre grandissant d'industries de fabrication sous domination étrangère.